

Azerbaïdjan

Extraits du discours d'**Ilham Aliev** sur le bilan 2014 :



"Malheureusement, l'année dernière il n'y a eu aucun progrès dans le règlement du conflit arméno-azerbaïdjanais sur le Haut-Karabakh.

Je crois que pour nous et pour les intermédiaires, ce n'est plus un secret que l'Arménie ne veut pas la paix. L'Arménie ne veut pas que ce conflit soit réglé et ne veut pas quitter les terres occupées. Malgré le fait que les présidents du groupe de Minsk de l'OSCE ont dit à plusieurs reprises que le statu quo était inacceptable, mais ce sont seulement des mots qui n'ont aucun sens politique sérieux. Si le statu quo est inacceptable - et, bien sûr que c'est inacceptable - on doit alors prendre des mesures. Il faut une pression forte sur l'Etat agresseur, et le forcer à se retirer des terres occupées. Sinon, ce sera une sorte d'hypocrisie. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté 4 résolutions, lesquelles sont restées lettre morte depuis 20 ans. Il s'agit là d'une injustice, d'un double standard.

Le peuple azerbaïdjanais sait que la non-résolution de ce conflit ne peut être expliquée que par la position non constructive de l'Arménie. Apparemment, il y a des forces qui sont intéressées de voir ce conflit rester à l'état congelé ou semi-congelé pour l'utiliser comme un moyen de pression sur l'Azerbaïdjan. Dès lors, nous sommes en face de deux poids deux mesures !

L'Arménie a recouru à plusieurs reprises à des provocations ouvertes, et par deux fois l'armée azerbaïdjanaise les a rabroués les remettant à leur place. En été, plus de 50 envahisseurs ont été tués. En novembre, nous avons abattu un hélicoptère qui avait franchi la ligne de contact. **La responsabilité de ces événements provocateurs incombe au leadership de l'Arménie - c'est-à-dire au régime criminel et dictatorial.** La situation déplorable d'aujourd'hui en Arménie est directement de la responsabilité des actuels et anciens dirigeants du pays. En raison de sa politique agressive, l'Arménie ne peut pas se présenter comme un pays indépendant, en fait il n'a pas encore atteint l'indépendance. C'est tout simplement une simple formalité.

Notre position est fondée sur le droit international. Notre armée renforce notre position. Notre armée l'année dernière a montré sa puissance et sa capacité. Elle a prouvé à l'ennemi qu'elle est capable à tout moment de restaurer son intégrité territoriale. Mais il est préférable que cette question soit réglée par la voie des négociations.

L'Arménie essaye de nous reprocher les différentes manifestations internationales. Mais une question se pose : que font les soldats arméniens à Aghdam ou à Fizouli ? Que fait l'armée arménienne dans notre pays ? Pourquoi personne ne le dit pas ouvertement, sauf nous ? Pourquoi les médiateurs internationaux restent-ils indifférents ? Voici des questions rhétoriques. Nous, savons pourquoi. Néanmoins, nous devons poser ces questions à chaque événement, à chaque forum.

Il est déjà difficile de tolérer cette hypocrisie. Je crois qu'il n'y a pas besoin de parler dans la langue de la diplomatie. Je tiens à répéter que la vérité est que nos terres sont sous occupation. L'Arménie est impuissante, un pays pauvre, hors d'état de nuire. Bien sûr, si l'Arménie n'avait pas des appuis dans diverses capitales, le conflit du Haut-Karabakh aurait trouvé un arrangement équitable. Aujourd'hui encore, les dirigeants arméniens le reconnaissent, sans l'aide extérieure, ils ne peuvent pas garder les terres sous occupation. Aussi, nous nous battons seuls. Notre histoire récente a montré, que nous sommes encore le seul capable de lutter, de protéger nos intérêts nationaux.

En 2015 on va encore renforcer le potentiel de l'armée. De grands fonds sont alloués à ces fins. Qu'il suffise de dire que les fonds destinés aux dépenses militaires représentent plus du double du budget total de l'Arménie. Nous devenons de plus en plus forts alors que l'Arménie s'affaiblit. Il s'agit d'un processus inévitable. Dans les prochaines années, ce processus sera encore plus rapide.

(...)

"Conformément aux instructions du Président Ilham Aliyev, le Gouvernement azerbaïdjanais a envoyé un appel officiel à sept organisations internationales - le Secrétaire général et les chefs du Conseil de l'Europe, l'Union européenne, l'OSCE, le Président du Comité International de la Croix Rouge, le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, les organisations internationales des droits de l'homme -, demandant la libération de Dilgam Asgarov et Shahbaz Guliyev qui pris en otage par les Arméniens, alors qu'ils se rendaient sur la tombe de leurs proches à Shaplar dans la région de Kelbadjar," a déclaré le vice-premier ministre et



Président de la Commission d'État pour les réfugiés et les personnes déplacées, **Ali Hasanov**.

"Ces citoyens sont des gens qui aiment leur patrie et leur nation. Mais, les Arméniens continuent leurs actions fascistes et violent toutes les normes juridiques internationales. Les nationalistes arméniens sont occupés par l'organisation au niveau international du soi-disant "Génocide arménien" commis par les Turcs il y a 100 ans.

Si les organisations internationales sont désireuses de restaurer une paix durable dans la région, elles doivent obliger les Arméniens à se débarrasser de ces folies, car dans la vie réelle, on observe le contraire de cela.

Personne, sauf notre peuple, l'État et le président, ne résoudra nos problèmes mondiaux actuels, et notamment le conflit du Haut-Karabakh. Dans cette affaire, nous nous appuyons sur l'unité de notre nation et sur les mesures énergiques de notre Président, commandant et chef suprême de la nation, Ilham Aliev. Le chef de l'Etat est constamment occupé sur la libération de ces personnes. Je crois que notre Président, qui a réussi à rapatrier Ramil Safarov, libérera également Dilgam Asgarov et Shahbaz Guliyev, emprisonnés à Chouchi, c'est-à-dire sur nos terres,» a-t-il souligné.

(...)



«En ne retirant pas ses forces armées des territoires occupés de l'Azerbaïdjan, l'Arménie aggrave les tensions, crée l'insécurité et génère des pertes humaines dans la région,» a déclaré le directeur du service de presse du ministère des Affaires étrangères azéri, **Hikmat Hajiev**.

Les commentaires de Hajiev sont venus en réponse à la déclaration du ministère arménien des Affaires étrangères du 3 Janvier 2015, accusant l'Azerbaïdjan d'actions de diversion sur la ligne de contact entre les troupes arméniennes et azerbaïdjanaises.

«L'Arménie, en violation flagrante des normes et principes du droit international et de la Charte des Nations Unies, a commis une agression contre l'Azerbaïdjan et a occupé ses territoires.

La poursuite de l'occupation et la présence des forces armées arméniennes dans ces territoires ne peuvent qu'apporter des conséquences négatives. L'Arménie, en tant qu'Etat commettant une occupation et une agression, porte l'entière responsabilité de ces actions", a souligné Hajiev.